

# Supporterres

Le magazine de SOS Faim rédigé par ses volontaires

## Bienvenue au Sénégal, pays de la Teranga



Rue aux Laines 4  
1000 Bruxelles

Trimestriel N°18  
Décembre 2021

N°d'agrément  
P601176



# « Nangadef? »

## « Mangui fii rekk! »



Après deux ans et demi chez SOS Faim, j'ai enfin eu la chance de « partir en mission » (voilà un terme qu'il faudrait penser à changer !). Mes collègues du service Appui aux partenaires vont régulièrement dans les pays dont ils s'occupent. Mais pour nous qui intervenons auprès des publics belges, c'est plus rarement le cas. Aller sur le terrain est pourtant fondamental pour appréhender dans leur complexité et leur intensité les enjeux et les réalités des agriculteurs et agricultrices dont nous parlons tous les jours.

Le Sénégal sera ma destination. Dix jours, c'est évidemment bien trop court pour appréhender ce pays de presque 200 000 km<sup>2</sup> et 14 millions d'habitants, au relief plat mais au climat contrasté, aux 4 fleuves et 40 langues parlées. J'ai cependant pu y percevoir à la fois l'impact des changements climatiques et la chaleur humaine, les pesanteurs sociales et l'ouverture d'esprit, les politiques agricoles favorisant l'agrobusiness et l'énergie pour faire changer les choses, la concurrence pour l'accès à l'eau et la solidarité, la gestion erratique des déchets et un nécessaire lâcher-prise.

Ce voyage a également été l'occasion pour moi de rencontrer les partenaires, agriculteurs et agricultrices que nous

accompagnons chaque jour. Maïmouna, Mbaye, Ousmane, Malik, Hamidou, Seynabou, Abdoulaye, Fatimata..., ils nous ont raconté leur parcours, leur quotidien, leurs succès et leurs échecs, leurs difficultés et leurs ambitions. Avec beaucoup de fierté et d'hospitalité, ils nous ont fait visiter leur ferme, nous ont parlé de leur métier, nous ont fait goûter leurs plats, nous ont raconté leur pays.

Je suis repartie en emportant dans mes bagages ce sentiment que la communauté n'est pas toujours un mot vain ou négatif et que la famille peut avoir une réalité bien plus large que chez nous ; cette valeur qui donne une place de choix aux anciens, à leurs savoirs et à leur parole ; cette conviction qu'il faut prendre le temps de se parler pour entrer en connexion et créer un lien.

Je suis heureuse de vous emmener avec nous, Pape Assane, Dominique, Giuseppe et moi-même, à la découverte du pays de la Teranga !

**Géraldine Higel**  
Rédactrice en chef  
de Supporterres



Vous découvrez  
Supporterres et  
souhaitez le recevoir  
gratuitement ?  
Écrivez-moi à :  
ghi@sosfaim.org

**SOS Faim asbl**  
Rue aux Laines 4  
1000 Bruxelles  
T 02 548 06 70  
[www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be)

CCP : BE83 0000 0000 1515  
BIC : BPOTBEB1

E.R. > Olivier Hauglustaine  
Photo de couverture >  
SOS Faim  
Design > yellowstudio.be

Réalisé avec le soutien de



### SOMMAIRE

<b>En direct</b> — « Une avancée pour le lait local » et « Les cantines scolaires : du local au national ».....	3
<b>On prend la température</b> — « Droit et justice : réduire les inégalités de genre ».....	4
<b>Voix du sud</b> — « S'inspirer du local pour faire changer les choses ».....	6
<b>En un clic</b> — « Un pays agricole aux nombreux défis ».....	8
<b>Grand angle</b> — « Adopter l'agroécologie pour cultiver et manger plus sain » et « Un « plan fertilité » pour lutter contre la dégradation des sols ».....	10
<b>Focus</b> — « Les cercles de femmes transformatrices, un outil d'autonomisation ».....	14
<b>Notre regard sur</b> — « Climat, faim et jeunesse, trois défis à relever ».....	15
<b>Un pas plus loin</b> .....	16

## RÉGION DE DAHRA

**Une avancée  
pour le lait local**

Depuis plusieurs années, la dynamique « Mon lait est local » ambitieuse, dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, de sensibiliser à la fois les décideurs politiques et les consommateurs de leur pays quant à la possibilité et l'importance de développer une filière de lait local.

En 2018, Erwin Schöpoges, fondateur de Fairebel ici en Belgique, était parti en éclaireur au Sénégal, à la demande de quelques éleveurs, pour venir discuter des modalités d'un possible « Faireсен », à l'image de ce qui était tenté au Burkina avec « Fairefaso ». Mais, à l'époque, la mayonnaise n'avait pas pris.

Début 2021, autour d'un travail de SOS Faim avec l'ADID, une organisation d'éleveurs située dans le Nord du pays, quatre laiteries locales se sont retrouvées autour de la table pour entamer une réflexion sur le sujet. Les difficultés ne manquent pas : les laiteries sont peu équipées sur le plan matériel et marketing, la concurrence est rude avec le lait importé et la forte baisse de la production durant la saison sèche n'est pas propice à un approvisionnement régulier tout au long de l'année. Néanmoins, après un atelier en mai où elles ont validé leur intérêt, les quatre laiteries se sont lancées dans l'aventure, accompagnées par l'Association des Normes sénégalaises et avec le soutien de SOS Faim et Oxfam.

Les diagnostics organisationnels (process, qualité) et économiques en cours dans les laiteries devraient permettre, début 2022, de déterminer le chemin à suivre : dans le meilleur des cas, la naissance d'une coopérative porteuse de la marque Faireсен pourrait marquer l'année. A suivre !

**Les cantines scolaires :  
du local au national**

Depuis quatre ans déjà, l'ANPDI, ONG locale partenaire de SOS Faim, travaille sur le développement d'une relation entre des cantines scolaires, les autorités des communes dans lesquelles elles sont installées et des groupes de producteurs locaux. Avec des effets certains puisque 3377 élèves de la zone de Fatick ont déjà pu accéder à des repas à base de céréales, lait et légumes issus de leur environnement proche.

La question de la durabilité de tels projets reste néanmoins une gageure et, à ce jour, avec le désengagement fort du Programme alimentaire mondial (PAM), les écoles qui offrent des services de cantine restent l'exception. C'est à ce problème que de nombreuses organisations ont décidé de s'attaquer ensemble au cours de cette année. Organisée et gérée par quelques ONG locales et internationales, une plateforme réunissant des organismes de recherche, la FAO, le PAM est en train de naître pour faire évoluer la législation sénégalaise en la matière.

En contact avec des groupes de parlementaires et des représentants de la Division des cantines scolaires du Ministère de l'Education nationale, un atelier, prévu le 14 décembre devrait permettre de lancer officiellement le Groupe Multisectoriel de l'Alimentation et la Nutrition à l'Ecole. Avec comme perspective une vraie loi de financement des cantines scolaires au Sénégal !



## RÉGION DE FATICK

**Dominique Morel**  
Responsable des  
partenariats au Sénégal





# Droit et justice : réduire les inégalités de genre

**En arrivant au Sénégal, et particulièrement en milieu rural, je comprends que les traditions sont encore très présentes et même très pesantes. Elles contribuent à maintenir les femmes dans une situation inférieure, justifiant ainsi des discriminations qui sont monnaie courante. Au même titre que pour les soins et l'éducation, l'accès à la justice, et parfois aussi le droit lui-même, sont une manifestation de ces inégalités de genre persistantes. Au quotidien, l'Association des Juristes Sénégalaises (AJS) travaille à les rendre accessibles à tous et surtout à toutes pour faire avancer la société vers moins de violences et plus d'égalité.**

## DES TRADITIONS ENCORE (TROP) ANCRÉES

Au fil de nos rencontres avec les membres de l'AJS, je prends conscience du poids de ces traditions, qui interdisent, par exemple, à une femme d'être témoin à un mariage ou d'aller déclarer son enfant alors même qu'elle détient certificats de mariage et d'accouchement. Il s'agit souvent d'une méconnaissance du droit mais, parfois aussi, d'un refus assumé de se plier aux règles du droit commun.

Car je découvre qu'au Sénégal, ce dernier cohabite avec le droit musulman<sup>1</sup>. Et, en matière d'héritage par exemple, les citoyens ont même la possibilité de choisir le droit qu'ils souhaitent voir appliqué, les règles de partage étant alors différentes<sup>2</sup>. Se crée ainsi facilement une confusion dans les esprits tant des citoyens que de certaines autorités comme les maires. Et la faire disparaître est, à l'inverse, lent et difficile.

<sup>1</sup> Le Sénégal est un pays à 94% musulman, 5% catholique et 1% pour les croyances traditionnelles.

<sup>2</sup> En droit commun, tout le monde reçoit une part. En droit musulman, l'homme reçoit une part et la femme une demie.



PARTENAIRE



## DES BOUTIQUES DE DROIT GRATUITES ET ACCESSIBLES À TOU.TE.S

C'est l'un des objectifs de l'AJS, notamment à travers ses sept « boutiques de droit », réparties dans l'ouest du pays, du Nord au Sud. Tout le monde est le bienvenu pour obtenir une consultation gratuite en matière juridique.



Mais certains services sont spécifiquement réservés aux femmes : recours à un avocat pour un divorce, à un huissier pour constater une répudiation ou encore établissement d'un certificat médical en cas de viol. Là encore, ils sont gratuits car, contrairement aux hommes, les femmes n'ont généralement pas les moyens de les payer.

Parfois, les boutiques de droit vont même plus loin que le conseil juridique. Ainsi, par exemple, en visitant la boutique de Kébémér, j'y ai découvert des locaux partagés avec une association qui met à disposition des chambres et une cuisine pour accueillir, de manière temporaire, des femmes ayant quitté ou été chassées de leur domicile conjugal. La boutique de Dakar, quant à elle, a développé un réseau de médecins dédiés au suivi psychologique des victimes.

## ÉTAT CIVIL ET VIOLENCES

En nous entretenant avec les responsables des boutiques de droit à Kébémér, Thiès et Dakar, toutes nous disent la même chose : les violences et les questions d'état civil font l'objet de l'écrasante majorité des demandes.

Les violences sont physiques, sexuelles et psychologiques. Quant à l'état civil, il s'agit d'actes de naissance, de mariage et même parfois de décès. L'une des responsables nous raconte que dans les villages autour de Kébémér, plus de la moitié des enfants ne sont pas déclarés. Comment feront-ils, alors, le jour où ils voudront se marier, divorcer, peut-être hériter et pourquoi pas voyager ?

Certains, surtout des hommes, craignent que les actions de sensibilisation de l'AJS ne poussent les femmes à aller traîner leur mari en justice. Mais ces causeries sont essentielles et permettent en réalité à tous, femmes et hommes, de comprendre l'importance de ces questions. Malgré les résistances, les dossiers traités par l'AJS sont en constante augmentation, signe de son succès.

## UN TRAVAIL EN RÉSEAU

Et pour faciliter son travail de sensibilisation et de transformation en profondeur des mentalités, l'AJS démultiplie son action avec des relais dans les quartiers : des marraines, les « badiénou gokh », et des parajuristes. Elle travaille également avec les autorités locales, que ce soit les maires et les tribunaux mais également la police et la gendarmerie et même les autorités religieuses, très présentes et dont elles partagent, m'expliquent-elles, les mêmes messages.



Au niveau national, l'AJS dispose du statut d'Organe consultatif auprès du Président de la République ce qui lui a permis de contribuer à l'adoption d'une loi sur l'équité fiscale en 2008, sur la parité en 2010 ou encore criminalisant le viol et la pédophilie en 2020. Intervenant récemment dans les prisons, l'adoption d'une loi sur l'assistance juridique sera son prochain combat.

Et son prochain objectif, celui d'ouvrir des boutiques de droit dans le reste du pays. Au bénéfice des femmes. Et notamment des femmes rurales et des agricultrices.



**Découvrez les témoignages et analyses des coordinatrices des boutiques de droit dans l'article « Rendre le droit accessible à toutes les Sénégalaises » à paraître en janvier dans la prochaine édition annuelle du Défis Sud.**

# S'INSPIRER DU LOCAL POUR FAIRE CHANGER LES CHOSES



## BINTOU SILEYE SALL

**Agricultrice et membre  
d'un jardin collectif à Pétel Dieguess**

Nous, les femmes du village, depuis nos ancêtres, nous avons la volonté de cultiver, parce que nous sommes des agricultrices. Parmi ces femmes, plusieurs d'entre elles sont décédées aujourd'hui mais on a pris la relève pour maintenir le jardin collectif en vie, pour cultiver des légumes. L'idée est venue, depuis nos ancêtres jusqu'à nous, de pouvoir mettre des condiments pour le repas.

Comme nous voyageons et nous sortons pour aller dans les villages environnants, on a vu des groupements de femmes, qui nous ont devancés dans ce type de projet et qui nous ont donné l'idée d'améliorer ce jardin. Elles nous ont aussi donné des conseils. On a diversifié les cultures : on a planté des aubergines, des carottes, du piment et des arbres fruitiers aussi, des citronniers, des jujubiers. Bientôt, on va travailler les cultures qu'on appelle les cultures « d'hiver » : des choux, de

l'oignon, des carottes et des betteraves.

Comme tout groupement de femmes, nous avons un récépissé, ce qui veut dire que nous sommes juridiquement reconnues. Le bureau est constitué d'une présidente et d'une trésorière et nous sommes au total un groupe de 76 femmes.

Au début, nous avons planté des piquets de bois pour protéger ce qui est dans la parcelle. Et puis, une ONG nous a aidé à nous procurer des clôtures de grillage pour sécuriser plus solidement la parcelle. Mais ce qui nous empêche vraiment de l'emblaver, c'est le manque d'eau. Avant nous puisions de l'eau dans le forage, qui était à 50 mètres du jardin et nous utilisions des bassines pour amener l'eau et arroser ce qui poussait. Et puis, nous nous sommes procuré une borne-fontaine pour pouvoir irriguer plus facilement. Malheureusement, nous n'en avons qu'une seule qui ne peut pas irriguer toute la parcelle. Et, en outre, le coût de l'eau est vraiment cher. Si nous avions accès à l'eau, nous pourrions augmenter la surface à cultiver car nous avons une grande parcelle.

Ce qui les a motivées aussi, c'est que leur parcelle, leur petite parcelle soit plus belle que la parcelle de l'autre. C'est donc une concurrence positive, une vraie fierté aussi !



## FATIMATA M.H. SY

**Animatrice à l'UJAK**

En 2019, j'ai travaillé sur les calebasses de solidarité avec 5 villages. Au début, on a voulu réunir tout un village autour de ce projet. Mais on a réalisé qu'on ne pouvait pas réunir tout un village sur une seule calebasse. C'était dur, c'était lourd. Alors, on a changé d'approche et on a privilégié la proximité. Par exemple, 5 femmes qui habitent le même quartier peuvent avoir une calebasse de solidarité. On est arrivé à avoir 94 calebasses de solidarité comprenant 2035 membres. Parmi ces membres, il y a 174 hommes mais, maintenant, ce sont surtout les femmes qui se sont appropriées le programme.

La calebasse se constitue lors d'« assises de la calebasse » qui consistent à réunir toutes les femmes impliquées pour que chacune mette une somme dans le pot commun mais de manière anonyme et volontaire : on recouvre la calebasse, chacune met une somme mais il n'y a pas de



Sur le terrain, trois témoignages d'initiatives, de succès, d'obstacles et de difficultés sur le chemin d'une plus grande autonomie et d'une plus grande résilience de l'agriculture et du monde rural sénégalais.



## IBRAHIMA PAUL THIAW

Coordinateur régional de la FONGS  
à Diourbel et expert paysan sur le  
changement climatique

Le Sénégal est composé de 6 grandes zones agroécologiques, avec un climat différent d'une zone à l'autre. L'impact du changement climatique sur notre pays n'est donc pas ressenti partout de la même manière.

Quoi qu'il en soit, pour faire avancer la compréhension et le travail d'adaptation et de lutte contre le changement climatique, il faut travailler selon 5 axes :

- > **Un travail sur la perception** : tout le monde ne comprend pas toujours ce que c'est et ne perçoit pas la même chose. Entre le nord du pays plus désertique et le sud plus tropical, les réalités ne sont pas les mêmes.
- > **Un travail sur la croyance** : certains agriculteurs croient encore que c'est Dieu qui est à la manœuvre. « Chaque hivernage ressemble à

son grand-père » dit l'adage ; les croyances et superstitions sont encore légion ici et suscitent des réactions attentistes.

- > **Un travail sur la connaissance** : certains agriculteurs n'ont en réalité jamais entendu parler du « changement climatique » et ne savent pas exactement ce qu'est le « climat ». Alors, on fait de la sensibilisation en expliquant que le climat, c'est l'eau, la chaleur et le vent.

- > **Un travail sur le temps** : pour percevoir les changements du climat, il faut apprendre à s'inscrire dans la durée et non pas seulement considérer le dernier été ou la dernière saison des pluies. Les changements, dans un sens ou dans l'autre, s'inscrivent dans un temps long.

- > **Un travail sur l'incidence et les aléas dans leur zone** : le plus souvent, on doit apprendre à analyser les vents qui deviennent plus chauds et plus forts et les pluies qui sont progressivement moins nombreuses et plus diluviennes. Avant, la case était l'endroit pour l'agriculteur où se protéger et se reposer en cas de chaleur extrême par exemple. Mais aujourd'hui, elle n'est plus assez efficace.

mention pour dire que Seynabou a mis 100 francs ou Maïmouna 25 francs. On ne saura pas qui a payé quoi. A la fin, on fait le décompte, on garde trace de la somme, 10 000 francs ou 8 000 francs par exemple, et ces fonds sont destinés à la nourriture, à l'éducation ou bien à la santé. Ce sont des crédits qu'on octroie mais sans intérêt.

Certaines calebasses organisent aussi les greniers de solidarité. Au moment de la récolte, les femmes collectent des denrées alimentaires, mais toujours en fonction de la situation de chaque membre. Et quand commence la période de soudure, elles informent le village que le grenier est ouvert. Celui qui en veut doit faire sa demande et on voit si les stocks pourront satisfaire tout le monde. Sinon, on verra les plus nécessaires pour leur donner : si 2 ou 3 personnes sollicitent un crédit en même temps, on examine pour savoir celui qui est le plus nécessaire et on lui donne. Mais ça reste une dette en nature qu'il faudra rembourser, au moment de la récolte et toujours sans intérêt.

Aujourd'hui, on ne les accompagne plus, elles sont presque sevrées, elles peuvent vraiment fonctionner seules.

# Un pays agricole aux nombreux défis



**752 352**

exploitations agricoles familiales



**4,3%**  
du budget national \*  
En hausse de **12,4%**



**8,1%**  
des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition



**La grande muraille verte**

\*Les accords de Maputo de 2003 prévoient un budget de 10%



Taux de pauvreté  
**46,7%**



**1** personne sur **2**  
a moins de 18 ans



**2003**  
mise en place de gels  
périodiques des importations  
d'oignons



**3** personnes sur **5**  
dépendent  
du secteur agricole



# Adopter l'agroécologie pour cultiver et manger plus sain

Le lendemain de notre arrivée, nous empruntons l'une des grandes routes du pays, direction plein Nord, jusqu'à Podor, à la frontière mauritanienne. Au bord du fleuve Sénégal, l'air est pourtant chaud, très chaud et, non loin du Tropique du Cancer, le soleil frappe. Ici, la sécheresse guette souvent depuis 2002 et « les pluies sont de plus en plus irrégulières, parfois il y en a trop, parfois pas assez et, parfois même, elles viennent hors saison », nous explique Abdoulaye Racine Anne, président de l'UJAK<sup>1</sup>, le partenaire que nous venons rencontrer.

<sup>1</sup> UJAK : Union des jeunes agriculteurs du Koyli Wimde

## RETROUVER LES TECHNIQUES ANCIENNES

Et pour lui, l'agriculture conventionnelle, majoritaire dans la région et le pays, n'arrange rien : « Avec les engrais chimiques, les rendements ne font que diminuer. » Sans compter qu'ils coûtent cher. Abdoulaye constate aussi une salinisation croissante des sols, ce qui ne facilite pas les cultures. Il a donc fallu réagir et l'UJAK s'est alors engagée dans l'accompagnement à la transition agroécologique et notamment, l'utilisation d'engrais à base de fumure organique.

La technique existait avant la mise en place de l'agriculture irriguée, il fallait simplement la remettre au goût du jour. Et la faire connaître aussi. Hamidou Ann, exploitant d'une ferme-pilote de 5 hectares à Kodith qu'il nous fait visiter fièrement, nous raconte : « Avant, je pensais qu'il fallait seulement mettre tout le fumier dans le



champ, c'est tout. Mais avec les formations, j'ai appris à utiliser le fumier, à fabriquer le compost et utiliser les biopesticides. » Et ça, c'est bon pour le sol.

## UNE TRANSITION SEMÉE D'EMBÛCHES

Il n'en reste pas moins que, pour lui, se lancer dans des pratiques agroécologiques n'est pas sans impact financier. Bien qu'il y gagne en ayant divisé quasiment par deux ses dépenses en engrais chimiques, il doit acquérir un moyen de transporter la fumure organique sur son champ. Comme son cheval est maintenant trop vieux, il paye 5 000 à 6 000 FCFA pour chaque transport. C'est pourquoi il doit encore utiliser un peu de chimie sur certaines parties de la parcelle. Il s'agit bien d'une « transition », un processus qui met du temps. Mais Hamidou est déterminé à passer toutes ses parcelles en bio.

Et puis la commercialisation reste encore un enjeu : « Il faut avoir un prix rémunérateur pour le paysan » nous explique Abdoulaye Racine Anne. La demande est importante : « Les acheteurs viennent dans ma parcelle et choisissent d'abord ce qui est bio. Tant que ce qui est bio n'est pas terminé, ils ne vont pas aller dans une autre parcelle ou chez quelqu'un d'autre car je suis le seul qui cultive la banane bio » nous raconte Hamidou. Mais le prix est le même que pour le conventionnel alors que les coûts sont plus élevés. « Le produit est meilleur : il est plus sain et il se conserve plus longtemps » plaide-t-il encore.

## DES ALIMENTS SAINS

Ce qui l'a poussé à s'engager alors ? Sa santé et celle de sa famille. Il nous raconte qu'il a vu quelqu'un s'évanouir après avoir inhalé un produit chimique. Depuis ce jour-là, il

s'est dit qu'il n'utiliserait plus jamais ce type de produit. Et depuis qu'il a lancé ses pratiques agroécologiques, il a aussi constaté que les maladies de pieds ont vraiment disparu. « Avant d'avoir de la richesse, il faut d'abord être en bonne santé. ».

Même motivation pour Ousmane Abdoul Sall. Enseignant dans un collège, il est revenu dans son village de Pétel Dieguess pour se lancer en tant qu'agropasteur et permettre à sa famille de manger des produits sains. Il produit du gombo, des citrons, des mangues, de l'oseille et bien d'autres choses. Sans aucun produit chimique. Pour lui, « vivre au naturel, consommer naturel, pour conserver ma santé », c'est son objectif et celui qu'il veut partager en tant qu'exploitation-pilote, auprès de tous ceux qui sont intéressés. Le jour où nous visitons sa ferme, tout le village est présent pour la visite et participer à nos discussions.

## L'ACCÈS À L'EAU, UNE QUESTION CRUCIALE

Son problème à lui, c'est l'accès à l'eau. Pas de sources naturelles aux alentours mais un château d'eau, alors il s'approvisionne au robinet. Et ça coûte cher : « une fois, j'ai payé 28 500 FCFA » nous raconte-t-il. Il y a pourtant un ancien forage à côté, qui pourrait fonctionner avec une pompe solaire. Mais en attendant, il doit payer la facture et il espère pouvoir équilibrer ses comptes avec la vente d'oseille et de gombo. Il y croit beaucoup : « J'ai l'ambition de demander l'autorisation du chef de village pour avoir plus de parcelles. Je sais que notre sol est adapté pour cultiver de l'oignon et que le soleil est bon pour le maraîchage, surtout les pommes de terre et les arachides. » Aussi pour créer un jardin villageois de 5 hectares, qui bénéficierait à tous.

Comme Hamidou, Ousmane est très fier d'avoir été choisi comme exploitation-pilote. Profondément convaincus de l'utilité, de l'efficacité et de la nécessité de l'agroécologie, ils veulent partager le savoir qu'ils ont acquis et faire prospérer, dans les villages alentours, la région et pourquoi pas tout le pays, les pratiques alternatives.



# Un « plan fertilité » pour lutter contre la dégradation des sols

Après une courte halte à Saint-Louis, l'ancienne capitale du pays aux traces coloniales encore présentes, nous nous arrêtons à Louga. Il fait toujours aussi chaud dans cette ville un peu déserte en dépit d'imposantes maisons en dur qui bordent une grande avenue arborée. Ici, comme ailleurs, le changement climatique a modifié le paysage, les pratiques agricoles mais aussi la qualité des sols. Nous venons ainsi rencontrer la FAPAL<sup>1</sup> un de nos partenaire qui a mis en place un « plan fertilité » pour inverser la tendance.

<sup>1</sup>FAPAL : Fédération des Associations paysannes de la région de Louga

X DAROU KÉBÉ



© SOS Faim

## DES SOLS DE PLUS EN PLUS PAUVRES

Le constat est, ici, le même qu'à Podor : année après année, il y a moins d'arbres, les pluies sont de plus en plus irrégulières et la chaleur malmène les microorganismes qui peuplent le sol et le rendent fertile. « Les plantes sont plus espacées, la terre est un peu blanchâtre », nous décrit Pape Demba Kébé, agriculteur à Darou Kébé, alors que la poignée de terre qu'il attrape dans sa main s'en échappe, sèche comme du sable.

Conséquence ? « Avant, on pouvait cultiver et produire pour se nourrir pendant un an mais maintenant on ne produit plus que les 2/3, ce qui ne nous fait plus tenir que quelques mois seulement » poursuit-il. Alors, beaucoup ont quitté le village pour s'exiler dans d'autres villes, les métropoles. Particulièrement des jeunes.



## LE « PLAN FERTILITÉ » OU COMMENT PRENDRE LE TAUREAU PAR LES CORNES

En 2019, la FAPAL décide de s'emparer du problème : avec l'appui d'un étudiant agronome belge, elle réalise alors un diagnostic et une étude sur la question de la fertilité des sols au niveau de la région de Louga. Quelques mois plus tard, un autre étudiant vient poursuivre le travail pour aboutir à l'élaboration d'un « plan fertilité » dans plusieurs villages autour de Louga.

Dans chacun de ces villages, ce sont ainsi 20 exploitations familiales qui se sont portées volontaires pour suivre ce plan. Et parmi ces 20, 4 ont été désignées comme « exploitation familiale pilote » : c'est sur leur parcelle que seront expérimentées les pratiques estimées les plus efficaces pour lutter contre l'érosion éolienne et hydrique. Pape Demba Kébé est le chef de l'une de ces exploitations-pilotes.



## AU MENU : CLÔTURE DES PARCELLES, ENGRAIS ORGANIQUE ET RÉGÉNÉRATION NATURELLE

Mbaye Seye l'est aussi, tout en étant chef du groupement de Darou Kébé. Sur sa parcelle, il a déjà mis en place plusieurs pratiques enseignées par la FAPAL : « Avant, on enlevait tout ce qui restait sur le champ après la récolte et on donnait ça aux animaux. Mais on a appris l'utilité de laisser les résidus de culture sur la parcelle pour faciliter la fertilisation des champs », nous explique-t-il. Grâce à des formations, lui et plusieurs agriculteurs ont également appris à mieux fabriquer et utiliser le fumier comme engrais organique ou encore à adosser les jeunes pousses naturelles à des tuteurs pour les aider à grandir. La clôture des parcelles avec des haies de salane, un arbre local assez répandu, permettrait, elle aussi, de résister à l'érosion.

Les objectifs sont fixés à moyen terme : pour Pape Demba Kébé, « d'ici 5 ans, je pense qu'on pourra atteindre notre objectif qui est non seulement de rattraper ce qu'on a perdu en termes de production, afin de pouvoir en vivre mais aussi d'en commercialiser une partie pour augmenter nos revenus. » Et certains résultats sont déjà là : « Là où j'ai mis de la fumure organique, le sol est différent de là où je n'en ai pas mis, les plants sont plus forts, plus grands » nous explique Mbaye Seye.

## EXPÉRIMENTER, MONTRER, DIFFUSER

Les résultats sont aussi au niveau social puisque les exploitations-pilotes créent des liens avec les autres agriculteurs, de plus en plus nombreux à venir examiner et s'inspirer des pratiques mises en place. Au-delà du plan, d'autres pratiques sont également enseignées et mises en place comme le reboisement, l'association ou la diversification des cultures. Libre ensuite à chacun d'appliquer les techniques qui lui semblent les plus simples et/ou les plus efficaces sur sa parcelle.

A partir de là se crée aussi une nouvelle solidarité pour avancer ensemble car ce qui est bon pour les exploitations-pilotes est bon aussi pour le village en entier. Solidarité au sein de la famille puisque le plan prévoit que tous ses membres – les jeunes et les femmes aussi – soient impliqués dans les décisions et les activités. A l'échelle du village car certaines activités communautaires se développent comme la plantation des salanes. A travers la région alors que Mbaye Seye discute régulièrement avec les chefs d'autres groupements et d'autres villages pour diffuser ces pratiques.

De pair à pair, de local à local, c'est encore comme ça que la transmission marche le mieux.



Pour en savoir plus sur l'érosion des sols et le plan fertilité autour de Louga, lisez « Sénégal, l'agroécologie par et pour les paysans » à paraître en janvier dans la prochaine édition annuelle du Défis Sud.

## LES CERCLES DE FEMMES TRANSFORMATRICES, UN OUTIL D'AUTONOMISATION



A Diatar, dans la région de Podor, au nord du Sénégal, nous sommes partis à la rencontre des femmes qui ont créé le Cercle des Femmes Transformatrices (CFT) de leur village. Après une visite guidée, sa présidente, Mariam Aly Si nous explique le fonctionnement.

Réunies en coopérative, 24 femmes du village gèrent une unité de transformation destinée à ajouter de la valeur à des produits bruts tels que le riz, l'arachide, l'oignon... A ce jour, ce cercle travaille uniquement le riz : les femmes achètent et stockent du riz paddy (non décortiqué), le passent à la décortiqueuse puis au tamis avant de le cuire dans des étuveuses, selon qu'elles veulent préparer du riz blanc, du couscous de riz ou de la farine de riz. Les différents produits sont ensuite mis en sachet avant d'être vendus, essentiellement sur le marché local. Le son qui résulte du décortiquage sert, quant à lui, à la nourriture des animaux.

En 2020, 25 tonnes de riz ont ainsi été achetées dont 4 ont été transformées et revendues par le cercle, ce qui leur a permis de réaliser un bénéfice de 600 000 FCFA (environ 920 €), réparti entre toutes les femmes. La règle, ici, est en effet de tout organiser, décider et répartir équitablement et de manière collective.

Bien que cette activité et les revenus qui en découlent soient complémentaires à leur activité principale de productrice ou de commerçante, ces femmes, volontaires et déterminées, ont des projets d'expansion. « L'enjeu principal pour que la coopérative puisse se développer est la commercialisation des

produits. En effet, pour avoir accès à de plus gros marchés, il faudrait transporter les produits finis jusqu'à Dakar, mais le coût de transport est tel que ces produits devraient être vendus plus chers que des produits importés de pays asiatiques » nous explique Mariam Aly Si.

La coopérative prévoit également de différencier sa production : les femmes ont été formées à la transformation d'autres produits pour faire, par exemple, de la pâte d'arachides et de l'oignon séché.

42 CFT dans autant de villages sont accompagnés par l'UJAK et SOS Faim. Les femmes y bénéficient de formations à la gestion d'une coopérative, au stockage de produits, aux règles d'hygiène et également d'aides financières pour l'achat de matériel. Mais tous les CFT ne sont pas encore aussi développés que celui de Diatar. Pas loin de là, dans le village de Naolé, par exemple, pas encore de bâtiments où stocker et transformer les produits.

Beaucoup reste donc à faire mais une route est tracée pour contribuer à l'autonomisation financière de ces femmes.

**Giuseppe Muscogiuri**  
Responsable de la récolte de fonds





# Climat, faim et jeunesse, trois défis à relever



**Aller au Sénégal, c'était aussi l'occasion pour moi d'échanger plus longuement avec mon collègue Pape Assane Diop, responsable de notre antenne, que je n'avais vu, en tout et pour tout, qu'une dizaine de fois et presque toujours par écran**

**interposé. Assis dans une cour ombragée et habitée d'une nuée d'oiseaux, dans la (presque) fraîcheur du matin des bords du fleuve Sénégal, il m'a parlé du changement climatique, de la sécurité alimentaire ou encore de la situation des jeunes dans son pays.**

## Comment se manifeste le changement climatique ici au Sénégal ?

Ici, le changement climatique se manifeste diversement selon les zones. Le nord du Bassin arachidier, c'est-à-dire Louga et Thiès, est l'un des endroits où il est le plus visible : on peut facilement avoir des rendements agricoles autour de 300 kg/ha, ce qui est peu. Et ça se ressent fortement dans les familles rurales. Ailleurs, il se manifeste par la salinité des sols et donc l'abandon des terres par les paysans. Dans d'autres zones encore, on assiste à des inondations plus régulières.

De façon générale, on voit que le calendrier pluviométrique est de moins en moins maîtrisé. On a même vu, cette année, des agriculteurs re-semer après une longue pause pluviométrique. Ce re-semis était essentiel pour pouvoir espérer obtenir quelque chose. Mais encore fallait-il avoir des semences en réserve ou de l'argent pour en acheter.

## Quel impact cela a-t-il sur la sécurité alimentaire du Sénégal ?

De façon générale, le Sénégal est un pays déficitaire. Ainsi, en fonction de la pluviométrie et selon les zones, la « période de soudure » varie. Alors que la saison des pluies dure de juillet à septembre et que les récoltes débutent en octobre, certaines familles sont déjà en soudure trois mois après les récoltes. Elles doivent alors tenir parfois près de six mois, jusqu'à la récolte suivante.

On a la possibilité, dans certaines zones, de faire des cultures de contre-saison mais dans d'autres, on ne peut faire que des cultures pluviales. Ça impacte forcément la sécurité alimentaire. Ainsi, au niveau national, pour plusieurs produits, on dépend des importations, même si ce sont des produits qui ont pourtant du potentiel au niveau local.

## Au Sénégal, l'agriculture offre-t-elle des perspectives à la jeunesse ?

La question des jeunes préoccupe beaucoup les organisations paysannes. Pour certaines, il faut les accompagner davantage dans cette insertion car elles voient des opportunités dans leur zone. Pour d'autres, le métier agricole n'est pas suffisamment attractif.

Et en effet, même si on parle de plus en plus du secteur agricole pour régler le problème de l'emploi et si plusieurs programmes de l'Etat accompagnent l'installation des jeunes, pour la plupart des filières, nous sommes encore confrontés à l'absence d'interprofessions et à des situations de mévente des produits agricoles, du fait du caractère informel des marchés mais aussi des importations agricoles qui viennent perturber ces marchés. Aujourd'hui, le secteur agricole n'est toujours pas suffisamment rassurant pour attirer les jeunes.





## « Yao » de Philippe Godeau

### UN FILM



Conseillé par deux Sénégalais rencontrés au cours de mon voyage, ce film raconte l'histoire d'un acteur français (joué par Omar Sy) qui vient au Sénégal pour dédicacer son nouveau livre et se trouve entraîné sur les traces de son histoire et de ses racines. Joli film touchant, ce road-movie donne à voir, à découvrir, à comprendre le Sénégal et les Sénégalais pour les nouveaux.elles venu.e.s comme moi !



### UNE ACTION CONCRÈTE



## Donner à une association

Venir en aide aux sans-abris de sa ville, permettre à des enfants de partir en vacances, lutter contre la déforestation ou soutenir des agriculteurs à l'autre bout du monde, les causes ne manquent pas. Et les besoins sont grands ! Faire un don à une association est un moyen à la fois concret et efficace de contribuer à construire un monde plus durable et plus solidaire. Des dispositifs fiscaux peuvent vous aider à faire le pas et des procédures de contrôle vous garantissent que vos dons sont correctement utilisés. Il y a près de 110 000 associations en Belgique, à vous de choisir celle qui vous parle !

### UN MOT



## Niébé



Connu sous différents noms comme la comille, le dolique à œil noir ou encore le pois à vache, le niébé est une variété de haricot à la saveur légèrement sucrée qu'on m'a fait découvrir presque comme un dessert. Surprenant mais délicieux ! Très populaire en Afrique de l'Ouest, il pousse facilement et rapidement sur des sols peu riches et bénéficie de grandes qualités nutritives, ce qui en fait un aliment de choix pour lutter contre la faim et la malnutrition. Les fanes peuvent aussi être utilisées pour l'alimentation du bétail en période de soudure. Un haricot quasi magique !



Rue aux Laines 4  
1000 Bruxelles

[www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be)